



De Mulhouse 1990 à Toulouse 1998 : « Osons inviter »

Le témoignage de chacun des membres de l'ACO est essentiel pour que se vive le projet du mouvement. Néanmoins, depuis ses origines, l'ACO est tenaillée par la définition d'un « AGIR » collectif. Retour sur 20 ans d'expériences intenses¹.

Lorsqu'elle se fonde en 1950, l'ACO se définit comme un mouvement d'Église rassemblant des militants des organisations ouvrières. Sa mission première est de participer à l'œuvre d'évangélisation de l'Église : faire connaître Jésus Christ dans la classe ouvrière. Le défi du mouvement est d'être à la fois pleinement ouvrier et pleinement chrétien, d'assurer la présence de l'Église dans la classe ouvrière et de représenter celle-ci dans l'Église pour que se réalise le rapprochement entre l'Église et le peuple. Cette double exigence sera formalisée dans les années 1980 par la « double fidélité » : à la classe ouvrière et au mouvement ouvrier d'une part, à Jésus Christ et à l'Église de l'autre.

L'ACO n'a pas à se substituer aux organisations ouvrières ni à mettre sur pied des services « temporels ». Tirant les leçons du passé, pour éviter la tentation de devenir une organisation ouvrière chrétienne, le mouvement demande

à chacun de ses membres d'être engagé dans une organisation du mouvement ouvrier. Le plus souvent c'est le syndicat. Une vigilance de tous les instants permet d'éviter que des engagements religieux remplacent l'engagement ouvrier.

Dans la révision de vie, les membres de l'ACO portent ensemble un regard sur les situations

rencontrées et sur les actions menées, les jugent à la lumière de l'Évangile, mais c'est chaque participant qui est invité à tirer les leçons de cette lecture pour sa propre action, dans les organisations dans lesquelles il est partie prenante.

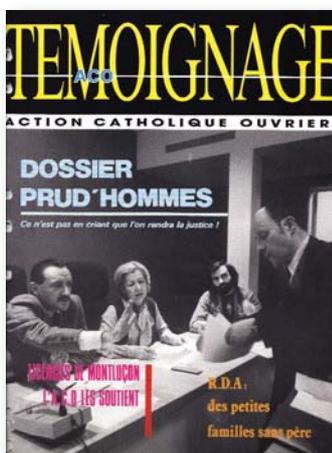
Témoigner

L'œuvre d'évangélisation est alors pensée sous la forme du témoignage porté par chaque membre du mouvement. C'est encore aujourd'hui le titre du journal du mouvement !



Et pourtant, dès les premières années, le mouvement est poussé par ses membres à prendre position sur les événements du moment et les problèmes de l'heure : grèves, événements nationaux ou internationaux. Dans quelle mesure l'ACO peut-elle avoir un « agir propre » qui ne se situe pas sur le même plan que les organisations militantes ? La question travaille le mouvement tout au long de ses soixante ans d'histoire.

Dans les années 1980, l'orientation du mouvement a connu plusieurs inflexions. L'ACO s'est alors définie comme « communauté de croyants ». Dans les « partages de foi » auxquels sont invités les collègues de travail ou les voisins de quartier, l'objectif est de « permettre la rencontre des travailleurs et du Dieu de Jésus Christ », de permettre même le « dialogue entre Dieu et les travailleurs » et de manifester un autre visage d'Église. L'accent est mis sur le « dialogue en réciprocité », formule qui traduit l'insistance sur l'état d'esprit dans lequel doivent se trouver ceux qui participent à ces rencontres : c'est dans l'échange que se construit une parole de foi.



1. Ce travail continue la recherche de Jo Debès rédigée en 1997, « L'Agir de l'ACO au cours de son histoire », consultable sur le site ACO, rubrique Formation / Mission du mouvement.



Accueillir tous les salariés.

« Mouvement dans la classe ouvrière »

L'ACO est marquée directement par les transformations que connaît la société au plan international comme au plan national dans les années 1990. Les conflits entre organisations vont se traduire par des tensions internes au mouvement.

Fin 1989, le mur de Berlin tombe. C'est le début de la fin des démocraties populaires en Europe et de l'URSS, et avec elle la fin de ce qui a été un modèle pour plusieurs générations de militants. L'ACO tempère l'enthousiasme dominant en rappelant que le capitalisme qui triomphe alors n'a pas à s'ériger en modèle.

Depuis la fin des années 1970, la courbe du chômage continue de monter. Le chômage de masse permanent marque tout le pays, spécialement certaines localités. L'ACO prend régulièrement position, localement ou nationalement, lors de licenciements ou de fermetures d'usines, pour soutenir les luttes dans les entreprises. Elle soutient aussi les luttes en faveur de l'accueil des étrangers.

Les transformations de la société mais aussi les évolutions dans le recrutement du mouvement conduisent l'ACO à ouvrir sa définition de la classe ouvrière « *plus seulement des travailleurs manuels, mais aussi beaucoup d'autres : salariés de l'industrie, le tertiaire et les services publics, hommes et femmes privés d'emploi, en situation précaire, retraités, femmes au foyer... tous ceux qui, du fait de leur condition, ont des raisons de se rassembler pour combattre les injustices qu'ils subissent dans la diversité de leurs situations* » (1990). Ce sont toutes ces catégories qu'il faut accueillir à l'ACO, à la fois des personnes en situation précaire et des enseignants ou des cadres, à la fois des militants syndicaux et des gens sans affiliation. De ce fait, le

fonctionnement d'équipe se diversifie. Il n'est pas toujours aisé de faire mouvement, comme on dira plus tard, avec des membres aussi différents. Des relais sont organisés pour ceux qui sont engagés sur le plan politique ou syndical ou dans des secteurs comme l'action sociale, fort représentée dans le mouvement.

Les espoirs que les élections de 1981 avaient suscités dans l'ACO sont retombés. La vie politique est marquée par l'alternance au pouvoir de la gauche et de la droite. La cohabitation contribue à brouiller les repères politiques. Le déclin du Parti communiste français continue, même si localement il garde des forces importantes (à l'ACO, le Parti résiste bien). Le PSU qui, par le passé, avait attiré bon nombre de membres de l'ACO se dissout fin 1989. Un parti nouveau, l'AREV lui succède et, en 1998, les Alternatifs. Les Verts prennent l'option de gauche en 1994 et participent à la majorité plurielle de 1997. Le souci de l'ACO est de garder en son sein une diversité politique ; elle ne peut pas prendre parti : « *Dieu n'est pas d'un côté* ». On se demande comment être témoins du Christ dans la désunion. Les déclarations lors d'événements politiques soulignent l'importance et la noblesse du politique, comme service du bien commun, en adéquation avec les déclarations épiscopales.

Mutations syndicales

Pendant longtemps, il allait quasiment de soi que tout salarié membre du mouvement était syndiqué. L'ACO ne peut que déplorer l'amenuisement des effectifs syndicaux dans ces années. La désyndicalisation touche d'ailleurs aussi l'ACO.

Le « recentrage » de la CFDT entamé à la fin des années 1970, puis le départ forcé de Jean Kaspar de sa responsabilité de la CFDT en 1992, ont troublé des membres de l'ACO dont la majorité était membre de cette confédération. Dans ces années





Rencontre nationale 2010 Poitiers



on retrouve nombre de membres de l'ACO parmi les animateurs de « Tous ensemble » qui, dans la CFDT, met en question les orientations confédérales. La création par des cédétistes de SUD-PTT en 1989, puis la création des autres SUD suscitent l'adhésion de membres de l'ACO en rupture avec cette confédération, tandis que parmi les nouveaux membres de celle-ci le poids des anciens jocistes et des membres de l'ACO s'affaiblit. Les chômeurs s'organisent en dehors des syndicats, dans AC ! par exemple. La recomposition du paysage syndical et la désunion syndicale lors du grand conflit de novembre-décembre 1995 et sur plusieurs enjeux donnent une autre tonalité à l'exigence du « regroupement » régulièrement réaffirmée dans l'ACO. Le regroupement fait aussi place à une gamme plus large d'engagements, dans des associations intermédiaires par exemple. Le regroupement reste un idéal pas toujours mis en œuvre dans les équipes.

ACO pour tous ?

Autre élément de diversification : alors que la Rencontre nationale de Mulhouse affirme toujours que l'ACO rassemble des militants des organisations ouvrières, les équipes ACO s'ouvrent de plus en plus à des personnes non engagées dans le combat ouvrier, notamment à des personnes en situation de précarité. Leurs attentes à l'égard du mouvement ne sont pas les mêmes que celles des militants. Au milieu des années 1990, au moment de la Rencontre nationale de Brest (mai 1994), des tensions s'expriment entre ceux qui souhaitent continuer l'ouverture vers des non engagés en distinguant clairement partages et équipes, et ceux qui, comme dans les débuts, veulent limiter l'ACO à des militants. L'ouverture est maintenue ; elle sera confortée lors de la Rencontre nationale de Toulouse (mai 1998).

L'agir de l'ACO, au niveau national comme au niveau local, ce sont aussi les prises de position sur des événements, par exemple au sujet de la guerre du Koweït, de la grève de l'automne 1995, de l'occupation par des sans-papiers de l'église Saint-Bernard en août 1996, des élections législatives de

mai 1997, etc. Ces prises de parole se réfèrent à des valeurs mais elles ne conduisent pas le mouvement à prendre parti. Elles font appel à la foi en Jésus Christ comme moyen de vivre les divisions entre membres du mouvement. La participation d'équipes locales à des collectifs d'action suscite des controverses au sein du mouvement. Ceux qui la refusent rappellent que l'ACO doit laisser toute leur place aux organisations ouvrières et que les membres de l'ACO n'ont pas à s'engager au titre du mouvement.

Mouvement d'Église

L'ACO est également confrontée dans les années 1990 aux évolutions de la vie en Église. Depuis dix ans, le modèle de l'Action catholique est mis en question tandis que se développent les communautés dites nouvelles et des mouvements spirituels. Les Journées mondiales de la jeunesse ont donné rendez-vous aux jeunes à Paris en 1997. Avec la « nouvelle évangélisation », promue par Jean-Paul II, c'est l'expression visible et explicite de la foi qui tend à prévaloir sur le témoignage par l'action. L'ACO est en décalage avec ces accentuations nouvelles qui la marquent néanmoins. L'ouverture des équipes à des personnes sans passé chrétien, non croyants, nécessite un autre mode de fonctionnement. L'ACO prend sa part dans le catéchuménat adulte. L'une des résolutions de la Rencontre nationale de Toulouse prévoit des lieux d'initiation, de transition pour aider les nouveaux venus à entrer dans les méthodes du mouvement et se préparer à l'engagement.

Annnonce et réciprocité

L'ACO s'ouvre aussi à la vie de l'Église, dans ses instances locales notamment. Les engagements dans la vie de l'Église, dans l'animation de l'ACE par exemple mais aussi la catéchèse, sont davantage pris en compte dans la vie du mouvement.





L'orientation de la Rencontre nationale de Mulhouse (1990) est clairement de « faire exister dans la classe ouvrière des communautés qui témoignent et expriment ce qu'est pour elles la Bonne Nouvelle de Jésus Christ ». L'insistance est mise sur la visibilité de l'ACO auprès des travailleurs. C'est au nom de l'ACO que les gens sont invités aux partages de foi, durant lesquels les membres de l'ACO sont conviés à oser s'affirmer comme croyants et à oser dire ce qui les fait vivre et agir : Jésus Christ. Dans ces partages, il s'agit de « permettre aux travailleurs [...] d'accueillir, s'ils le désirent, Dieu qui se donne ».

Lors de la Rencontre nationale de Brest (1994), le rapport d'orientation met l'accent sur l'annonce de l'Évangile, et la priorité sur la mission. Certains craignent que celle-ci ne mette en question le dialogue avec les autres travailleurs. Dans ce congrès mal vécu par certains, une forte minorité n'approuve pas le rapport d'orientation.

Lors de la Rencontre nationale de Toulouse (1998), le mouvement affirme son identité en proclamant sa Charte des fondements. Il renoue explicitement avec ses origines en citant les textes des premières Rencontres nationales : « La mission de l'ACO consiste à proposer dans le même élan une vie engagée et une vie de foi ; engagement dans la vie ouvrière et sociale, et foi dans le dynamisme du Christ ressuscité, s'accordent intimement ». Il confirme l'ouverture du mouvement à des personnes non engagées ou éloignées de la foi chrétienne.

Résolus pour oser ensemble

Nouvelle façon de faire, les délégués réunis dans la Rencontre nationale à Toulouse approuvent des résolutions qui sont autant de points forts de l'action proposée aux équipes pour les années suivantes. L'une d'entre elles donne comme objectif de « développer et diversifier les partages avec les travailleurs pour annoncer une parole crédible et audible ». Au-delà des tensions vécues au sein du mouvement dans cette décennie 1990 et des adaptations rendues nécessaires par la diversification des membres du mouvement, dans cette résolution le mouvement se situe dans la continuité d'une évolution commencée dans les années 1980, tout en la marquant davantage : « Oser une parole qui libère ».

Bruno Duriez, directeur de recherche au CNRS

